



Rendez-vous Chine - 20 juin 2017

Tianjin, espaces publics, patrimoine et mise en tourisme de la ville

Intervenants :

Isabelle Thireau, directeur de recherche au CNRS, directrice d'études à l'EHESS

Christine Mengin, maître de conférence en histoire et civilisation à Paris 1

Lu Yue, architecte, urbaniste, docteur en géographie (EIREST Paris 1)

Bruno Chauffert-Yvart, architecte et urbaniste, conservateur général du patrimoine

Modération : **Françoise Ged**, architecte, HDR, responsable de l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine à la Cité de l'architecture et du patrimoine, chargée de cours à l'INALCO et à l'EMN-IAE.

L'Observatoire de la Chine est associé, avec Christine Mengin et Bruno Chauffert-Yvart, à un programme de l'Agence nationale de la recherche sur la «patrimondialisation», qui a pour objet de saisir les dynamiques croisées du patrimoine, du tourisme et de la mondialisation sur cinq terrains d'étude : Tianjin, le vieux Québec, Marrakech, Angkor et le tango.

Ce programme de recherche a été initié par Maria Gravari-Barbas, directrice de l'Institut de Recherche et d'Études Supérieures du Tourisme.

Les Rendez-vous Chine sont organisés en partenariat avec le CNRS, l'UMR Chine, Corée, Japon et l'EHESS

Françoise Ged : Christine Mengin, comment arrive-t-on à Tianjin lorsque l'on est à l'université Paris 1 ? Pourquoi cet intérêt pour Tianjin ?

Christine Mengin : Lorsque j'étais en charge de la coopération internationale à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, M. Wang Xiping, historien, est venu solliciter l'aide de Paris 1 pour écrire l'histoire de Tianjin. M. Wang a créé un cercle des sciences sociales à Tianjin, il a été l'un des acteurs importants de la prise de conscience patrimoniale. Il souffrait de la frustration de n'avoir pas accès aux sources occidentales de l'histoire de sa ville.

Fondée au XV^{ème} siècle, port de Pékin, Tianjin est la ville où la Chine a dû signer les traités inégaux, par lesquels les Occidentaux pouvaient s'y installer. Dès 1860, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis négocient des terrains pour pouvoir y installer des concessions, plus tard, le Japon et l'Allemagne, et enfin, après la révolte des Boxeurs, la Russie, l'Autriche-Hongrie et de la Belgique. Je découvre alors grâce à M. Wang cette période où 9 puissances étrangères, dont 8 occidentales, se côtoient et édifient une métropole moderne. L'apport de cette recherche peut être très intéressant pour le réseau européen de l'architecture, alors en cours de création.

Il y a certes des archives en langue occidentale dans les archives municipales de Tianjin mais leur accès est très compliqué (problème de classement ou de contrôle ?). Les sources d'archives sont donc disséminées dans l'Europe entière.

A Paris 1, le sujet apparaît à tous très intéressant, transversal, permettant de faire appel aux différentes disciplines de l'université : les historiens des relations internationales, de l'architecture, les géographes ou la filière de la restauration du patrimoine. Nous répondons donc présents à l'invitation, et avons été renversés par la beauté de l'architecture des concessions. Certains édifices, comme les consulats, les conseils municipaux, sont une démonstration d'architecture « locale occidentale », avec une grande homogénéité urbaine.

FG : Quel aura été le grand point fort de ce programme ? Que vous a-t-il appris sur la ville ?

CM : A l'école d'architecture de l'Université de Tianjin, reconnue pour sa science des relevés notamment, un couple d'enseignant, elle chinoise et lui japonais, dirigeant le centre historique et patrimonial de l'université, se sont révélés être des partenaires avec lesquels le travail était un plaisir.

Ils sont venus à plusieurs reprises à Paris, ce qui a permis de faire le point sur l'avancée des recherches menées à Tianjin.

Rapidement est apparu le problème de la langue.

La force de ce programme aura été l'apprentissage du chinois pour des jeunes Français investis dans le programme ou l'apprentissage de l'anglais ou du français pour de jeunes Chinois. Cela a donné lieu à plusieurs maîtrises et doctorats, en cours et à venir. Cette formation à la recherche des jeunes nous permet à nous, seniors, d'avoir les moyens de notre curiosité.

Nous avons tout d'abord été étonnés par l'intérêt porté par la municipalité à ce patrimoine douloureux. Notre hypothèse a été que Tianjin, comme berceau de la première mondialisation, méritait d'être mise en valeur, mieux analysée et montrée.

On a le sentiment de retrouver aujourd'hui en Chine le dynamisme des puissances coloniales du XIX^{ème} siècle, les mentalités d'aventuriers des élites qui s'embarquaient alors. Depuis la France, où l'esprit critique s'exerce sur absolument tout, la projection dans l'avenir sur une trentaine d'année est vraiment frappante et intéressante, et donne à la question du patrimoine et de ce que l'on en fait une place d'autant plus importante.

FG : Bruno Chauffert-Yvart, comment s'est passée votre première arrivée à Tianjin?

Bruno Chauffert-Yvart : Invité en Chine, à Tianjin, en 2006 par le ministère français de l'Équipement, je n'y avais jamais mis les pieds non plus. J'ai alors été très séduit par les anciennes concessions, mais je fais une première constatation : la ville chinoise a été rasée 10 ans plus tôt, dans les années 1995. Heureusement, les anciennes concessions étrangères ont été plutôt épargnées, la municipalité étant assez fière de ce patrimoine des années 30 : grands hôtels dans la partie anglaise, grands magasins dans la partie française. La partie italienne est en pleine rénovation en 2006, les habitants sont expulsés pour des restructurations par des sociétés d'économies mixtes, normalement pour faire des bureaux à l'époque, mais quelques années après, on y voit plutôt de grandes chaînes de restauration occidentales.

La question se pose alors de ce qu'est le patrimoine urbain pour les Chinois, dans ce contexte où, année après année, les destructions se poursuivent le long du canal, où les tours et autoroutes se multiplient dans le tissu urbain ancien.

FG : Le traitement de la question du patrimoine est singulière à Tianjin, tout d'abord parce qu'il s'agit principalement d'un patrimoine lié à une période d'humiliation. D'autre part, le patrimoine sert de support au commerce et à la spéculation.

Pour rappel, dans les années 2000 Pékin a fait l'objet de violentes critiques à propos des démolitions. Shanghai à l'inverse, commençait à faire figure de référence, attachant une importance au patrimoine.

BCY : J'ai fait à Tianjin une rencontre marquante avec Mme Lu Hong, chargée du patrimoine et de la protection des territoires dans les services municipaux. Elle a réussi, bien qu'elle semble un peu seule dans la poursuite de cette démarche, à protéger 12 zones dans le territoire des anciennes concessions, et environ 850 monuments historiques, classés suivant différentes catégories. J'ai eu l'occasion de rencontrer à nouveau cette personne lors de mes différentes missions à Tianjin, et j'ai constaté qu'elle semblait avoir pris de l'importance, avec un service structuré, dans des bureaux importants. Ce qui est paradoxal, c'est que les services de l'État créent l'équivalent des PLU (plan local d'urbanisme) ou SCOT (schéma de cohérence territoriale), assez protecteurs, mais au moment de l'application, les maires prennent beaucoup de liberté, par rapport à la règle, comme on peut le voir aussi en France.

FG : Lu Yue, la transformation du quartier italien de Tianjin est l'objet de votre thèse. Pourquoi avoir choisi cette thématique ? Quelle est la perception du patrimoine par les visiteurs chinois, les habitants ?

Lu Yue : Quand j'ai participé à la réunion entre Paris 1 et l'École d'architecture de l'Université de Tianjin en 2013 à Tianjin, j'ai été étonnée par la nouvelle image de la ville. J'avais gardé de Tianjin le souvenir d'une ville côtière, où j'étais allée avec mes parents pour déguster des fruits de mer.

En 2013, le développement, la valorisation du centre-ville et la transformation des anciennes concessions en produits touristiques destinés principalement au tourisme intérieur m'ont beaucoup étonnée. Je me suis alors intéressée au sujet de la patrimonialisation, la mise en valeur, la consommation de ces lieux par les touristes

J'ai choisi comme terrain l'ancienne concession italienne, qui avait alors fait l'objet de moins de recherches que les concessions britannique et française.

Ce quartier est particulièrement intéressant, car depuis 10 ans, on le voit transformé en

quartier scénique italien, avec des caractéristiques très spécifiques par rapport au reste de la ville. Ce phénomène se recoupe avec la réalisation de copies d'architecture occidentale, les simulacres, en plein développement en Chine actuellement. Il est donc intéressant de faire la différence entre un quartier patrimonialisé et un vrai « parc à thème italien ». Par exemple, entre Tianjin et Pékin, un grand centre commercial appelé « Florentia Village », a été construit grâce à des investisseurs italiens. Le nom fait penser à Florence, mais le plan d'urbanisme est plutôt celui de Venise, ce n'est pas tout à fait comme Disneyland mais cela y ressemble.

L'un des points de départ de mes recherches est la différence entre l'ancienne concession italienne et ce type de construction, aux caractéristiques culturelles italiennes complètement reconstituées.

J'ai compris d'après mes recherches que le patrimoine jouait un rôle important dans la rénovation de la concession, au plan symbolique, pour les commerçants et les touristes. Les commerçants voient le patrimoine comme un support de qualité de leurs produits leur permettant de monter en gamme et d'attirer une clientèle d'affaire, plus aisée. L'environnement patrimonial donne aux commerces une garantie d'authenticité et de qualité. Les visiteurs chinois considèrent le quartier de l'ancienne concession chic et agréable pour les promenades, dans un environnement à échelle humaine, contrairement aux grandes tours d'habitation, sans caractère particulier.

Cependant, la différence entre un quartier patrimonial comme l'ancienne concession italienne et les « parcs à thème italiens » tend à s'amenuiser, le patrimoine étant de plus en plus considéré dans les opérations d'aménagement comme un décor, support pour les intérêts immobiliers, pour attirer les commerçants et profiter du flux touristique. Les qualités des quartiers anciens sont parfois masquées par les enseignes commerciales.

Lors de la restauration de ce quartier, la municipalité a invité les experts et entreprises italiens spécialisés dans la restauration du patrimoine, qui ont eu du mal à comprendre la demande chinoise. La phrase qui revenait systématiquement de la part des Chinois était « Il faut bien respecter le style italien ». Devant l'impossibilité pour la partie italienne de définir ce qu'est le style italien, les Chinois ont proposé de s'appuyer sur des critères subjectifs : un bâtiment est conservé ou démolé selon qu'il possède ou non des éléments de décoration bien conservés, qui nous semblent italiens. C'est donc vraiment l'aspect, le style du bâtiment, comme un décor et support aux intérêts économiques, qui prime pour la partie chinoise dans la définition du « quartier italien ».

FG : Vous évoquez chacun, Christine Mengin, Bruno Chauffert-Yvart et Lu Yue, des milieux très différents dans leur approche de la notion de patrimoine : le milieu universitaire, avec la recherche de méthodes, le milieu de l'urbanisme de la ville, pour qui le patrimoine est un moteur de régénération dans les opérations urbaines, le milieu entrepreneurial qui cherche un décor lié à la consommation.

Isabelle Thireau, j'ai entendu qu'il y avait en 2008 une équipe de volontaires pour la protection du patrimoine architectural à Tianjin. Que pouvez-vous nous dire de ce que vous avez entendu du point de vue des gens de Tianjin ?

Isabelle Thireau : Quand j'ai découvert Tianjin en 2010, j'ai été très frappée par la grande curiosité des habitants pour l'histoire de leur ville. Les bouquinistes, qui ont longtemps réuni des documents, des archives privées, me disaient que 80 % des personnes qui achetaient n'étaient pas des chercheurs mais des habitants. En arrivant en 2010, j'ai rencontré beaucoup de personnes traumatisées par la destruction de la vieille ville au milieu des

années 1990. Elles évoquaient un sentiment physique d'oppression face à des destructions très rapides (95% de l'ancienne ville chinoise a été démolie). La démolition de la ville chinoise a donné lieu à une prise de conscience et un mouvement qui a permis de sauver une partie des anciennes concessions étrangères.

Des personnalités, comme le romancier et artiste Feng Jikai, ont pris une part active à ce mouvement, en s'adressant aux autorités locales, et en menant un travail de collecte, de relevé de la vieille ville. Ces initiatives ont été un déclencheur auprès de la population pour agir. La question importante pour eux, face à ce développement très rapide, est de renouer avec le passé, et pour ce faire, la nécessité d'interpeller les autorités qui décident du sort de l'héritage commun.

Au milieu des années 90 à Tianjin, il s'agit non seulement de préserver un patrimoine, mais aussi d'identifier ce qui doit être préservé, dans plusieurs quartiers de la ville (anciennes concessions, quartiers ouvriers des années 50...), travail complexe quand on n'a pas accès aux archives locales.

En 2006 ont lieu pour la première fois en Chine les journées du patrimoine. C'est aussi en 2006 qu'a été créé un site non officiel, « mémoire de Tianjin », par des personnes qui se sont mobilisées en réseaux pour essayer de protéger des édifices importants. Grâce à leur action collective, ces personnes dont les « intérêts particuliers » c'est-à-dire privés, n'étaient pourtant pas menacés (seul cadre normalement dans lequel les citoyens chinois peuvent s'exprimer publiquement) ont gagné un droit à la parole dans l'espace public pour définir, en interaction avec les autorités et les universitaires, les principes communs qui doivent présider au classement et à la protection des bâtiments.

Le travail mené ainsi par les habitants est considérable. Aujourd'hui on constate une profusion de publications non officielles, un grand dynamisme de la société locale pour défendre l'histoire et le patrimoine des villes.

FG : Au-delà du patrimoine « décors » et support de spéculation, la revendication d'une histoire partagée est intéressante à développer, notamment vis-à-vis de patrimoine architectural et urbain, qui n'est pas qu'un décor ? Qu'est-ce qui se passe, se dit, autour de ces espaces publics, à travers les pratiques de danse, d'arts martiaux...

IT : Les activités collectives de loisirs – danse, chant, tai chi – sont très fréquentes en Chine dans les espaces publics.

Derrière le côté anodin de ces espaces, d'autres choses se jouent. Certains espaces sont organisés par les comités de résidents, d'autres par des femmes, d'autres encore par les retraités, ou bien d'anciens jeunes instruits à la campagne partis dans le même village avant de se retrouver à Tianjin.

J'ai mené un travail sur une place publique à Tianjin, où chaque jour depuis 20 ans des personnes se retrouvent à 19h pour faire des exercices. Ces rassemblements sont l'occasion de bavarder, d'échanger. Il ne s'agit pas il me semble d'un milieu d'interconnaissance, chaque soir la configuration sur la place est différente, entre personnes isolées, groupes ou binômes. Ces configurations sont révélatrices de l'envie de surmonter dans ces espaces une méfiance généralisée qui pour moi caractérise les relations dans l'espace public.

De quoi discute-t-on donc lors de ces rassemblements ? On discute des incertitudes qui existent dans la ville en dehors de la place : par exemple telle démolition à venir, le montant des compensations, ce qui va être construit à la place, le doute sur les informations véhiculées. On partage même des incertitudes sur quel bus prendre, tant les bouleversements sont rapides, à quel commerce faire confiance... On se tient à distance les uns des autres, en même temps on essaie de stabiliser la ville dans laquelle on vit, notamment en

la comparant aux autres municipalités chinoises. On partage des inquiétudes concernant le montant des pensions de retraite, le remboursement des frais médicaux, les scandales alimentaires, les explosions à Tianjin... Il s'agit, en résumé, d'établir des croyances plus stabilisées concernant les pratiques quotidiennes dans la ville et ce dont on doit se méfier.

FG : Par rapport à ces pratiques, est-ce que tous les lieux ont la même valeur, certains ne sont-ils porteurs d'une histoire particulière ?

Cette place sur laquelle je me suis rendue tous les soirs à 19h pendant 3 ans, personne ne la nomme. J'ai réalisé que les gens de Tianjin connaissaient son nom : la place de la Victoire. Les personnes qui viennent là tous les soirs, de générations différentes (de 16 à 88 ans) ont une connaissance très différente de l'histoire de cette place, venant de quartiers plus ou moins éloignés. En tous cas sur la place, on ne parle pas de l'histoire de la place, notamment l'histoire des années 50 à 70. Un jour j'ai apporté des photos des années 50, et cela a été très mal perçu. La légende urbaine dit que le premier obus communiste serait tombé en janvier 1949 sur cette place, détruisant un nid d'espions nationalistes et provoquant un incendie. Parler de l'histoire ferait rejaillir des douleurs, des positionnements politiques et créerait des difficultés entre les personnes, or une paix entre eux est nécessaire pour qu'ils puissent parler du présent. Il faut taire le passé pour être ensemble au présent.

FG : Bruno, comment avez-vous vécu ces changements entre deux missions ? Comment, de votre point de vue, une intervention sur la ville peut amener à changer le rapport avec l'environnement bâti et non-bâti ?

BCY : En 2006, nous avons rencontré la société d'économie mixte (SEM), qui restaurait l'ancienne concession italienne avec des fonds municipaux. Très surpris par la destruction des clôtures, sur rue ou mitoyennes, entre les bâtiments, et par le délogement des habitants, j'ai interrogé les responsables de la SEM et des services techniques sur les raisons de ces choix. Ils m'ont répondu qu'ils étaient missionnés pour faire une opération rentable, que la rentabilité ne pouvait être atteinte en faisant du logement, et qu'il fallait par conséquent aménager des bureaux. 4 ou 5 ans plus tard, je constate que ce ne sont pas des bureaux, mais des commerces, des restaurants qui se sont installés. La suppression des clôtures a détruit le tissu urbain, les bâtiments sont devenus des objets isolés autour desquels on peut tourner. C'est une mise en tourisme, une mise en consommation et une mise à sac du tissu urbain. Malgré cela on peut considérer que c'est une chance par rapport à d'autres quartiers qui ont été complètement démolis.

Quand j'ai interrogé les responsables de l'urbanisme sur les habitants, où ils étaient partis, on m'a répondu systématiquement que les conditions de vie de 10 familles dans des maisons conçues pour une seule famille étaient épouvantables, et que même à 10 kilomètres du centre-ville, ils étaient bien mieux logés. Voilà donc la réponse, un peu langue de bois, qui m'a été faite, par les responsables qui auraient dû défendre les habitants.

FG : Je reviens sur l'Université. Je suis étonné d'y retrouver la présence d'un Japonais, le Professeur Aoki, l'un des premiers à mettre en place un travail sur le patrimoine. D'après ce que rapporte Pierre Sigaravélou dans son ouvrage (*Tianjin Cosmopolis*, éditions du Seuil, 2017), le Japon a joué un rôle moteur en 1900 dans la métamorphose de Tianjin, « incarnant aux yeux des Chinois une modernité alternative par rapport aux puissances occidentales ». La présence du professeur Aoki relève-t-elle de cette particularité propre à Tianjin ? Quels échos avez-vous pu avoir à ce sujet de la part de Monsieur Feng Jicai ? Feng Jicai est l'auteur de plusieurs romans et nouvelles sur Tianjin. Cette personnalité hors du commun,

âgé de 75 ans environ, est maintenant membre de la commission consultative du Parti.

CM : Ce qui m'a frappé lorsque Madame Xu, l'épouse de M. Aoki, est venue en France comme professeur invitée, c'est qu'elle n'a pas commencé par montrer des photos d'architecture. Elle a exposé la question de la modernité architecturale en présentant le trombinoscope des ingénieurs du chemin de fer en Chine, et insisté sur l'importance qu'avait eu une exposition japonaise. Il semble donc que le rapport à la modernité soit beaucoup plus à chercher du côté des relations avec le Japon que des relations avec l'Occident. Les Japonais en tout cas ont largement dominé la ville à partir de 1937.

La construction de la concession italienne, où habitent alors principalement les élites chinoises, procède, non pas de la volonté de l'Italie de développer des intérêts géostratégiques, inexistant dans le secteur, mais d'une réponse au lobbying des entreprises italiennes et des missionnaires catholiques. L'Italie cherche à assoir une diffusion de son activité commerciale, en la liant à la pensée urbanistique de l'Italie de l'époque, c'est-à-dire au modèle de la cité jardin. La concession est conçue comme une cité jardin moderne, avec des villas, des avenues plantées, des jardins devant les maisons, modèle qui doit rayonner dans tout l'Extrême-Orient. Un siècle plus tard, au moment où l'Italie fait de la restauration de cette concession un outil diplomatique, on retrouve cette même alliance du lobbying de la chambre de commerce de Milan et la volonté dans la diplomatie italienne de faire valoir l'excellence de l'art urbain, et de la restauration architecturale. La concession italienne était la «concessione aristocratica», où les seigneurs de la guerre venaient s'installer, tandis que la concession japonaise était plus liée aux travailleurs de l'industrie. Il existe malheureusement très peu d'études sur ces architectures, leur part de représentativité d'une identité nationale, ce qu'elles révèlent sur le mélange entre une façon de vivre chinoise, et une occidentalisation.

FG : On remarque une profusion de lieux pour les touristes, essentiellement Chinois. Mais quel est le profil type de ces touristes chinois, de l'intérieur ?

LY : Je n'ai pas vraiment travaillé sur la caractérisation des profils des touristes, mais j'ai remarqué que dans les quartiers des anciennes concessions, la moitié environ des promeneurs sont des habitants de Tianjin, qui viennent le soir après le travail, ou bien pendant le week-end. C'est un lieu à la fois pour les activités touristiques et de détente pour les habitants.

FG : Isabelle, quelles peuvent donc être les relations entre ces touristes et les habitants de la ville dont on a parlé, férus d'histoire, passionnés ?

IT : En 2008, un mouvement de protestation s'est organisé contre la mise en tourisme, telle qu'elle était projetée à l'époque, du quartier des 5 avenues (Wudadao) dans l'ancienne concession anglaise. Ce mouvement fait figure de légende aujourd'hui en Chine, car le responsable du département national des biens culturels est intervenu et a mis un arrêt à la mise en tourisme telle qu'elle était projetée. Mais il faut rester vigilant en Chine dans ce type de situation, car même si en théorie les principes de protection sont écrits noir sur blanc, la réalité peut être toute autre. En Chine, le patrimoine conservé devant générer son propre financement, cela implique un usage commercial, il y a donc des négociations à mener et des compromis à trouver avec les autorités.

FG : Prenons un autre exemple, est-ce que la mise en valeur récente du Grand canal, qui relie Pékin à Tianjin, et qui est classé au patrimoine mondial, correspondre à l'image que l'on pourrait s'en faire, Bruno ?

BCY : Le Grand canal a été classé en 2014 par l'UNESCO. Nous avons visité la partie du canal qui se trouve dans les quartiers périphériques de Tianjin, avec beaucoup d'immeubles construits après le grand séisme de 1976. Dans ces quartiers urbanisés à 100%, il est très difficile de mettre en valeur le canal. Il est traversé par des infrastructures routières, rendant impossible la circulation de bateaux. Le canal a été en quelque sorte oublié lors de l'aménagement de la ville. La mise en valeur se traduit par de grandes plantations d'alignement sur les espaces encore disponibles, ou bien l'installation de stèles donnant une valeur patrimoniale à un endroit qui en manque.

Questions, réactions de la salle :

Avez-vous identifié des marqueurs architecturaux des modes de vies européens, dans les intérieurs de ces bâtiments, où simplement un "habillage" ?

LY : Oui, les décorations et l'ameublement ont subi l'influence occidentale car il représente un marqueur de richesse, de modernité. Cependant, les modes de vie chinois restent encore très présents. La culture chinoise a beaucoup d'importance, on la retrouve dans l'aménagement des jardins selon la pratique du Feng Shui ou dans la cuisine.

FG : J'ajoute un repère historique important : la ville s'est ouverte aux populations et au commerce étranger à partir de 1860, et s'ouvre en même temps aux grands mouvements d'urbanisation liés à l'industrialisation alors à l'œuvre dans les villes européennes. Tianjin, l'une des premières villes par lesquelles arrivent les Occidentaux, véhicule la modernité des infrastructures, de l'eau, et l'importation de matériaux nouveaux. Dans une ville comme Tianjin où se côtoient à une époque une centaine de nationalités, on constate des transferts de construction, associant ce qui se fait dans d'autres villes chinoises aussi bien que ce qui se fait dans d'autres villes occidentales.

Quels sont les schémas des jeux d'acteurs sur un territoire où le foncier appartient à l'Etat?

BCY : A mon sens, cela ne constitue pas une différence majeure avec la France. Les sociétés privées qui se lancent dans ces projets d'aménagement construisent ce qu'elles veulent sur un terrain qui ne leur appartient pas. Elles prennent simplement un plus grand risque. Des baux emphytéotiques permettent de profiter du terrain pendant 70 ans normalement.

FG : Pour les grandes opérations de réhabilitation ou de construction dont nous avons parlé précédemment, il s'agit souvent d'entreprises mixtes, associant les municipalités et des investisseurs. L'important reste avant tout l'aspect économique, ce qui exclut d'emblée les habitants, à la différence des opérations de réhabilitation en France.

Intervention de M. Zou Qiang, architecte :

Le désir de devenir propriétaire est très fort en Chine, depuis l'interdiction de la propriété privée. D'où les nombreux investissements chinois à l'étranger, en Etat-Unis, en Australie, en Europe. Ensuite, le droit à construire est aussi réglementé puisqu'il faut bénéficier d'une licence pour cela, réservée au promoteur. En tant qu'individu, je ne peux pas construire ma maison.

Vis-à-vis des propriétés, les municipalités ont la possibilité de vendre des terrains de la commune (en zone rurale surtout) aux promoteurs, ce qui créé d'importants conflits avec les paysans.

Enfin, de mon point de vue, l'architecture coloniale dans les villes comme Harbin, Dalian, Shanghai, Nankin, Tianjin, Canton, sont des incarnations des conflits et de tensions entre les Chinois et les Occidentaux : Mélange des souvenirs des colonisateurs s'installant dans les concessions après un long voyage, et faisant appel à une main d'œuvre chinoise. On peut voir cette tension dans l'architecture des bâtiments. On prend les avantages techniques apportés par les Occidentaux tout en essayant d'éviter de perdre notre identité.

Question de Dorothee Rihal, docteur en histoire, chercheure associée à l'Institut d'Asie orientale :

Dans l'ancienne concession française de Wuhan, sur laquelle je travaille depuis 2000, j'ai observé qu'après une période où, pour les besoins de la commercialisation et mise en tourisme, on a transformé l'usage des bâtiments (banque, gare ou église transformés en bars ou boîtes de nuit), on a ensuite assisté à un retour aux usages d'origine. Qu'en est-il à Tianjin?

BCY : A Tianjin, beaucoup de bâtiments qui étaient des banques ou des bâtiments administratifs ont gardé leur fonction. Les maisons de l'ancienne concession italiennes sont devenues des restaurants ou des bars. L'ancienne caserne de la concession française a été transformée en logements, aujourd'hui à l'abandon.

FG : Pour le mot de la fin, je voudrais laisser la parole à Christine Mengin. Quel serait votre souhait pour les futures années ?

CM : Mon souhait serait d'avoir accès aux travaux chinois sur Tianjin, que cela devienne une direction de recherche où la curiosité serait partagée, de façon à sortir de notre « entre soi », avoir un éclairage nouveau.

Et je voudrai insister sur une chose, comme chercheur en science humaine, j'aborde cette question de Tianjin avec beaucoup d'humilité, en me gardant de tout jugement de valeur. Je trouve extrêmement fascinant d'essayer de comprendre, avec des moyens limités, comment le rapport au tourisme s'invente en Chine, avec des pratiques spécifiques, et pas du tout un calque de notre façon de faire du tourisme, et comment cela produit un rapport au patrimoine différent. Nous avons vraiment intérêt à l'observer et à le comprendre car je pense que nous serons amenés à nous en inspirer.

Remerciements et fin de débat

Compte-rendu établi par Ronan Le Roscoët, chef de pôle opérationnel au sein de la Direction de la conservation des monuments et des collections